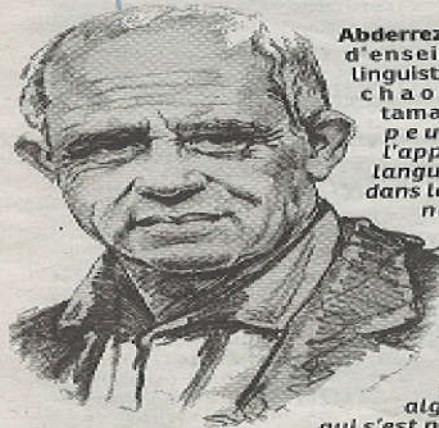




Pas de langue commune, mais des dialectes enseignés à part



Abderrezak Dourari propose d'enseigner les variétés linguistiques à part (kabyte, chaoui, mozabite, tamasheq...). «Le public peut penser que l'apprentissage de cette langue n'est pas rentable dans la mesure où ceux qui ne la maîtrisent pas n'ont pas de problème de communication avec la communauté berbérophone, puisque tous parlent une langue commune : l'arabe algérien, relève-t-il. Ce

qui s'est passé avec le berbère c'est que les gestionnaires ont été tentés, à la suite de Mammeri, entre autres, de construire une langue commune pour son enseignement dans les wilayas concernées. Cela est difficilement concevable sur le plan linguistique.» La position d'une langue commune pour les Maghrébins est déjà occupée, par l'arabe maghrébin, et il est difficile d'envisager qu'elle cède la place à une autre, explique-t-il encore. Dourari s'interroge sur la période des années 1990, plus précisément avant 1995, durant laquelle «l'enseignement de cette langue était plus attractif». Comme réponse, il se réfère à la maxime qui dit «chose défendue, chose désirée», ajoutant que si l'enseignement est bloqué, c'est parce qu'on l'a «embrayé sur des idées mythologiques sans tenir compte de la réalité linguistique et sociolinguistique du terrain». En définitive, le constat qu'il dresse est peu optimiste... «Les associations qui enseignaient le berbère avant son introduction dans les écoles avaient plus de motivation et de monde qu'aujourd'hui. En France par exemple, c'est la communauté berbérophone marocaine qui est plus nombreuse à fréquenter les cours de berbère que les Algériens, majoritaires en nombre dans l'Hexagone.» Et si l'enseignement devenait obligatoire ? Au regard de ce qui s'est passé pour la langue arabe scolaire, massivement enseignée et rendue présente dans les espaces sociaux, et qui n'est pas plus attractive ni mieux maîtrisée pour autant, Dourari doute : «Ce qui est obligatoire, mais représenté comme non nécessaire par la société, sera boycotté.» Alors quels sont les moyens de promouvoir cette langue ? Le linguiste préconise une politique linguistique globale, rationnelle, d'apaisement identitaire, et économiquement et anthropologiquement utile pour la société. Concrètement : apprendre une langue utile dans notre vie quotidienne en fonction de l'endroit où l'on se trouvait. N. O.